

Intégrer l'information climatique dans les politiques publiques agricoles locales, quels rôles pour les collectivités territoriales du moyen-Couffo au Bénin ?

Marius K. Vodounnon Totin¹,

¹. Département sociologie-Anthropologie Université d'Abomey-Calavi/FASHS Adjara

Résumé

Les réponses aux mutations climatiques prennent souvent par le renforcement de la résilience et des capacités d'adaptation des communautés vulnérables aux aléas. A cet effet, l'information climatique se révèle très capitale et doit constituer un élément essentiel des politiques publiques agricoles locales. Dans cette perspective, comment les collectivités locales participent-elles à la vulgarisation de l'information climatique en vue d'asseoir des stratégies durables de résilience climatique ? Il s'agit d'analyser le rôle des collectivités locales dans la vulgarisation agricole et ce, à travers la dissémination de l'information climatique. L'approche méthodologique empruntée s'appuie sur l'observation du paysage agraire et la modification du finage, les techniques de résilience des communautés paysannes et des entretiens semi-directifs réalisés auprès de 221 acteurs ciblés dans quatre communes agricoles du moyen-Couffo au Bénin. L'approche analytique orientée sous l'angle des politiques publiques agricoles locales a permis de rapprocher l'information climatique à une compétence des collectivités locales. Le présent article, en s'appuyant sur un corpus d'itinéraire de résilience, éclaire sur le rôle des collectivités territoriales dans l'anticipation et l'adaptabilité aux mutations climatiques. Il ressort des cas étudiés que la promotion des stratégies d'adaptation durables est tributaire d'une politique publique agricole locale soutenue par une planification et des innovations agricoles basées sur l'information climatique et leur vulgarisation par les entités territoriales décentralisées.

Mots clés : Résilience – information climatique – politiques publiques agricoles – collectivités territoriales – moyen-Couffo.

Integrating climate information into local public agricultural policies, what roles for the local authorities of Moyen-Couffo in Benin?

Abstract :

Responses to climate change often take the form of strengthening the resilience and adaptive capacities of communities vulnerable to hazards. To this end, climate information is very crucial and must constitute an essential element of local public agricultural policies. In this perspective, how do local communities participate in the popularization of climate information in order to establish sustainable strategies for climate resilience? This involves analyzing the role of local communities in agricultural extension through the dissemination of climate information. The methodological approach taken is based on the observation of the agrarian landscape and the modification of the finage, the techniques of resilience of the peasant communities and semi-structured interviews carried out with 221 targeted actors in three agricultural communes of Moyen-Couffo in Benin. The analytical approach oriented from the perspective of local agricultural public policies has made it possible to bring climate information closer to a competence of local communities. This article, based on a corpus of resilience itineraries, sheds light on the role of local authorities in anticipating and adapting to climate change. It appears from the cases studied that the promotion of sustainable adaptation strategies depends on a local public agricultural policy supported by planning and agricultural innovations based on climate information and their popularization by decentralized territorial entities.

Key Words: Resilience – climate information – public agricultural policies – local authorities – middle-Couffo.

¹ Corresponding author: kmariuso@yahoo.fr

INTRODUCTION

Les mutations climatiques constituent aujourd'hui une préoccupation essentielle des chercheurs, des décideurs à divers niveaux et des populations locales qui subissent constamment les effets du phénomène. Les tendances actuelles de la crise climatique montrent l'urgence des ripostes à développer et auxquelles les sociétés doivent, et devront, désormais penser, à des degrés toutefois divers selon les territoires (variabilité spatiale), et selon le niveau global d'atténuation atteint (variabilité temporelle) (E. Richard, 2017, p. 3). La « crise climatique » vient également reposer avec acuité les questions de l'équité dans le temps (entre les générations) et dans l'espace (entre les territoires), notamment parce que les mesures d'atténuation ne peuvent être effectives par rapport à l'objectif final poursuivi que si l'ensemble des territoires souscrivent à cet objectif et visent simultanément à l'atteindre dans leurs actions (F. Bertrand, 2016, p. 4). En effet, chaque système, qu'il soit urbain, rural ou naturel, est une combinaison unique de facteurs géographiques, physiques, socioéconomiques, politiques ou environnementaux interconnectés. Ces paramètres vont déterminer la vulnérabilité d'un territoire aux mutations climatiques, qui selon ADEME (2013, p. 5) est « fonction de la nature, de l'ampleur et du rythme de la variation du climat à laquelle le système considéré est exposé et de la sensibilité de ce système à cette variation du climat ». B. Quenault *et al*, (2011, p. 153) ajoutent à cette équation un troisième facteur, les mesures adaptatives du système, définies par le GIEC (2007) comme « la capacité d'ajustement des systèmes naturels ou humains en réponse aux changements climatiques (y compris à la variabilité et aux extrêmes climatiques), afin d'atténuer les effets potentiels, d'exploiter les opportunités, ou de faire face aux conséquences ».

Dans cette perspective et au regard des nouveaux enjeux locaux, l'orientation pour les managers locaux est de regarder l'ensemble de leurs activités au travers de la « lentille climatique », pour parvenir à passer d'une logique d'adaptation incrémentale centrée sur la réaction à des événements ponctuels, à une logique transformative plus structurelle et anticipative des changements à venir (X. Chu *et al*, 2019).

Le Bénin, comme la plupart des pays au sud du Sahara est fortement exposé aux intempéries et aux impacts des mutations climatiques. Les implications diverses ont aggravé un peu partout et surtout dans le domaine agricole, la difficulté dans la planification de la sécurité alimentaire, les épidémies et la gestion des ressources en eau. En effet, les changements structurels révèlent les effets induits à toutes les échelles ; ce qui modifie les systèmes de production et la vie agraire.

A l'échelle locale, la perspective d'adaptation aux mutations climatiques consiste non seulement à inclure les communautés rurales dans les processus de la fabrique des stratégies d'adaptation mais aussi à renforcer leur résilience et leurs capacités d'adaptation aux aléas par l'entremise d'un circuit informationnel institutionnel qui renseigne sur les données désagrégées que sur les variables d'une anthropologie localisée du climat. Consacrer le territoire comme siège des mutations et des innovations, c'est développer alors une approche systémique et inclusive partant des réalités des milieux naturels et des systèmes humains, sous le leadership des collectivités locales en partenariat avec toutes les parties prenantes, dans le croisement des défis et des échelles. De ce fait, selon R. Dantec (2021), « les collectivités territoriales, par leur rôle "d'ensemblières" initiatrices et coordinatrices de projets locaux et par leur proximité avec les habitants et les acteurs territoriaux, sont les entités privilégiées pour mettre en œuvre la logique de partenariat et d'approche systémique que portent les ODD dans le cadre de leur action climat.

»

L'implication et la pleine responsabilisation des collectivités locales dans la jugulation des effets des mutations climatiques permettent, et de cerner les aspirations et projets des communautés et des acteurs. La réflexion stratégique sur le climat dans ce contexte local doit donc resituer la place et le rôle des collectivités locales comme acteurs-pivots et instances de prise de décision collective, de mobilisation et d'action créative. La réalisation de cet enjeu exige des politiques de décentralisation, des orientations plus adaptatives centrées sur les informations climatiques, des processus de développement local plus endogènes et prospectifs et une subsidiarité plus tournée vers l'action collective territorialisée. Les enjeux autour du climat étant au cœur de la planification locale.

Comme le mentionne l'ONG CARE, 2015,

« Les informations climatiques constituent un élément essentiel des processus d'adaptation, y compris les prévisions climatiques à plus long terme et les informations à plus court terme telles que les prévisions saisonnières, les alertes précoces pour les conditions climatiques extrêmes, les prévisions météorologiques à court terme et les données pluviométriques locales. Dans certains contextes, l'accès à ces informations est difficile, en raison du manque de disponibilité, de faibles systèmes de communication ou d'obstacles politiques d'accès pour les [acteurs-rices] locaux ».

Il s'ensuit donc que l'information climatique est capitale et sa prise en compte dans les politiques publiques locales et surtout agricoles, devient un impératif de développement. L'essor de l'agriculture au niveau local dépendant fortement de la vulgarisation de l'information climatique et de son accessibilité par les communautés à la base. Dans le moyen-Couffo au sud-est du Bénin, l'appréciation sur une période de dix (10) ans des résultats de production agricole révèle une variabilité des tendances de productions et un désistement progressif des activités agricoles. L'identification des facteurs favorisant cette situation permet d'approcher le déficit d'informations dans les problématiques agricoles. Or, la territorialisation de l'action agraire implique le rôle prépondérant des collectivités territoriales dans la définition des options qui priorisent l'information sur le climat dans toutes les stratégies de développement agricole. A cet effet, la solution préconisée, en association avec les acteurs institutionnels opérant pour le monde rural était de formaliser un protocole de vulgarisation agricole impliquant les collectivités locales ; ce qui n'est pas le cas. Cependant, le déficit de données climatologiques adéquates et fiables empêche les communautés à la base de bien comprendre la variabilité et l'évolution actuelles et à venir du climat. Ce qui repositionne les collectivités locales comme acteurs enjeux dans l'optimisation des politiques publiques agricoles locales. Il est donc impérieux de reconstruire le procédé opératoire de ces collectivités territoriales dans la vulgarisation de l'information climatique en vue d'asseoir des stratégies durables de résilience climatique dans le moyen-Couffo.

METHODES, MATERIELS ET MODELE D'ANALYSE

Méthodes et matériels

L'ancrage territorial, la nature transversale et complexe, ainsi que les incertitudes associées constituent au moins trois dimensions du problème de l'adaptation qui rendent délicate la gestion des effets du changement climatique par les territoires (E. Richard, 2013, p. 6). Le présent travail s'inscrit dans une démarche de type exploratoire. La méthodologie utilisée procède à une utilisation combinée de la documentation et des travaux de recherches empiriques. Ces derniers s'appuient sur l'observation du paysage agraire et la modification du finage, les techniques de résilience des communautés paysannes et des entretiens semi-directifs réalisés auprès de 221 acteurs ciblés dans quatre communes agricoles du moyen-Couffo au Bénin. Par ailleurs, les guides d'entretiens ont été pré-testés lors de cette phase exploratoire afin de les adapter aux réalités du terrain. De même, des entretiens occasionnels ont été organisés pour solliciter des réponses d'éclaircissement dès l'apparition d'une nouvelle information suscitant des réflexions (N. Diarassouba et *al.*, 2008). L'approche analytique orientée sous l'angle des politiques publiques agricoles locales a permis de rapprocher l'information climatique à une compétence des collectivités locales.

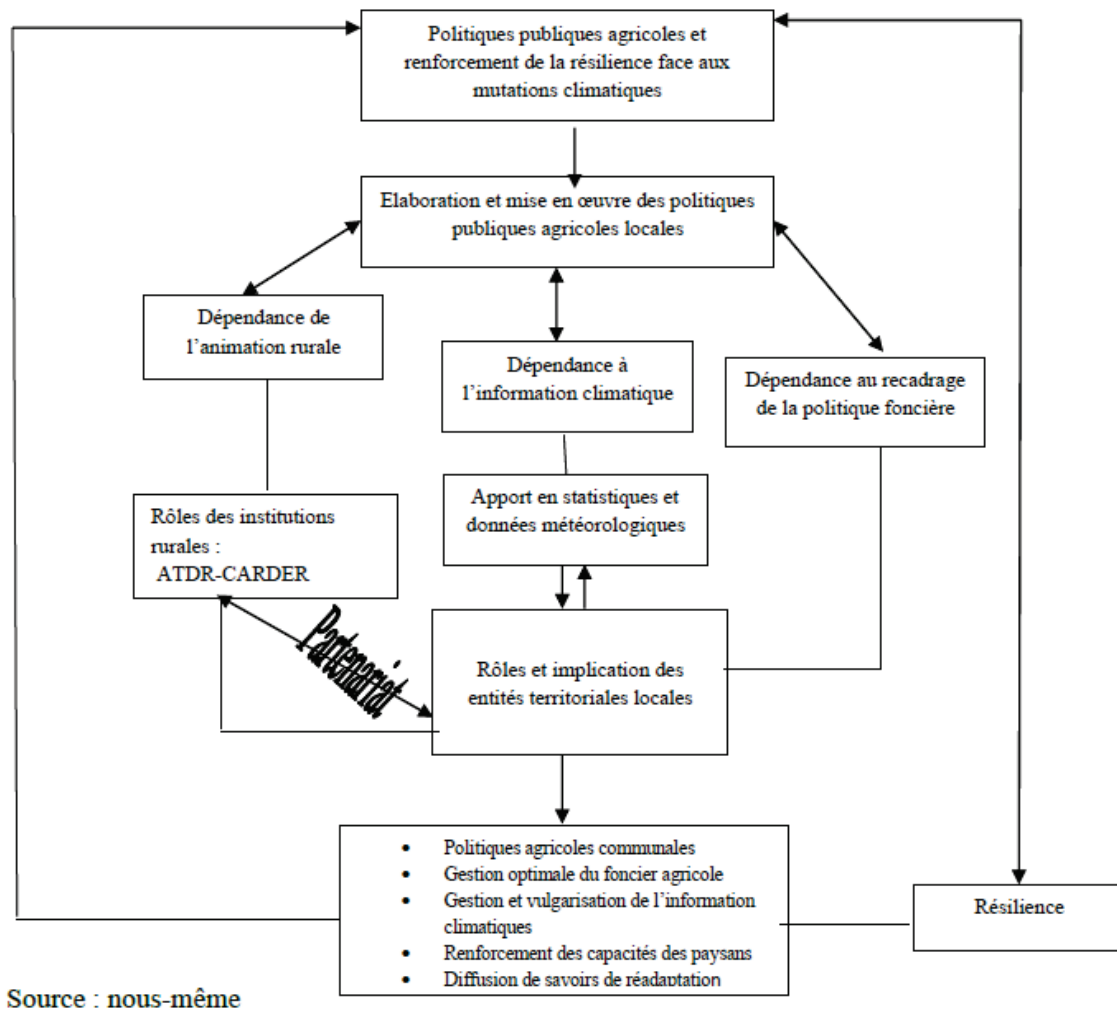
Le tableau I renseigne sur la répartition des acteurs par commune.

Tableau I : Répartition statistique des acteurs par commune

Communes	Organisation des Producteurs agricoles	Faitières des coopératives de producteurs	Ménages agricoles	Encadreurs ruraux	Cadres des Mairies		Elus locaux	Autres
					Services	Membres des cadres de concertation de gestion des risques agro climatiques et de sécurité alimentaire		
Lalo	6	2	37	2		3	15	7
Klouékanmey	8	4	46	3		3	12	5
Toviklin	4	2	35	2		3	11	5
TOTAL	18	8	118	7		9	38	17
TOTAUX	221							

Conceptuel et modèle d'analyse

Pour analyser les données recueillies sur le terrain, l'approche analytique orientée sous l'angle des politiques publiques agricoles locales a permis de rapprocher l'information climatique à une compétence des collectivités locales.



RESULTATS

Spécificités agro sociologiques comparées moyen couffo (Bénin)

Le Moyen-Couffo composé de trois communes à savoir : la commune de Lalo, de Klouékanmey et de Toviklin. Il est situé au sud-est du département du Couffo (un département situé au sud-ouest du Bénin) et couvre une superficie de 946 km². C'est une zone de grande production agricole et jouissant d'une très bonne situation géographique rare et exceptionnelle favorable à toutes sortes de cultures : cultures pérennes et cultures maraîchères. Les cartes (géographique et administrative) ci-dessous renseignent plus amplement sur le Moyen-Couffo.

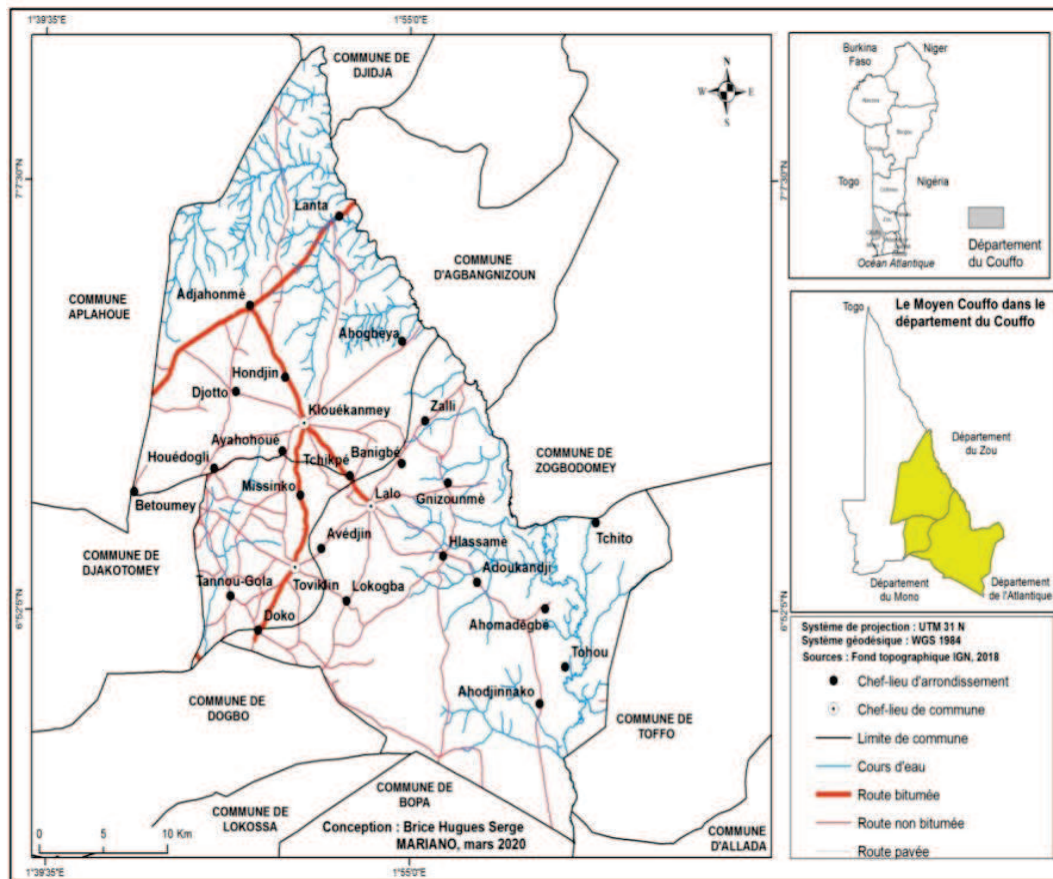


Figure : Carte géographique du Moyen-Couffo

Source :

Le climat du moyen-Couffo est de type subéquatorial à deux saisons pluvieuses et à deux saisons sèches. La hauteur annuelle de pluie varie entre 800 mm et 1400 mm L'humidité relative est considérable et peut atteindre 85%. Le nombre de jours de pluies tourne autour de 100 jours par an et la période de croissance végétative varie entre 210 jours et 240 jours. On y distingue deux (02) zones agroécologiques, à savoir: les terres de barre (6^e zone agroécologique) à Klouékanmey et Toviklin ; et la dépression des Tchi, (7^e zone agroécologique) à Lalo.

L'agriculture dans le moyen-Couffo est encore pluviale malgré le potentiel hydrographique de la Commune et est fortement tributaire des aléas climatiques et de la main-d'œuvre. Les principales cultures saisonnières sont : le maïs, la tomate, le manioc, le niébé, l'arachide, le coton, le piment et le gombo. Les cultures pérennes de rente sont le palmier à huile et les fruitiers (les agrumes, le manguié, le pommier...). Le coton, la tomate et les agrumes constituent les principales sources de revenus des producteurs. Les recettes contribuent à près de 80% à l'économie locale. Ceux qui vivent de l'agriculture sont évalués à 63 685, soit 91,68 % de la population des Communes tandis que les actifs agricoles représentent 39,40 % de la population active. Par ailleurs les statistiques montrent que 51,90 % de la population ont moins de 15 ans.

Dépendance climatique de l'agriculture dans le moyen-Couffo : éléments de corrélation Vie agricole paysanne et éléments de dépendance climatique

La vie agraire chez les communautés paysannes du moyen-Couffo repose essentiellement sur la production agricole. Cette dernière définit un ensemble *k* de cinq éléments qui animent le marché : rendements agricoles, rentes agricoles, facteurs de production (capital propre des producteurs), prix des denrées agricoles sur les marchés locaux et politique publique agricole locale (institutions, mécanismes de fonctionnement).

- **k1** = rendements agricoles ;
- **k2** = rentes agricoles ;
- **k3** = facteurs de production ;
- **k4** = prix des denrées agricoles sur les marchés locaux ;
- **k5** = politique publique agricole locale.

Les composantes de la variable **k** ainsi identifiées, il s'ensuit que les spectres des mutations climatiques et les éléments de résilience de l'agriculture dans le moyen-Couffo sont à rechercher autour de la variable. Ces composantes permettent au mieux d'apprécier les effets adverses des risques climatiques sur les systèmes agraires. Dans la nomenclature des risques, la littérature abondante existante et les observations et enquêtes de terrain indiquent : les sécheresses prolongées = **c1**, le caractère aléatoire des pluies = **c2** et l'invasion des champs (inondation et criquets) = **c3** comme causes justifiées. Elles sont confirmées par 100% des acteurs approchés.

L'appréciation des impacts de **c** sur **k** permet d'opérer une lecture réelle des effets des mutations climatiques tant sur le système agricole que sur la vie communautaire rurale dans le moyen-Couffo. En supposant **I** l'impact de **c** sur **k**, lequel rapport permettra d'apprécier la dépendance climatique, il ressort que **I** prend les variables : baisse des rendements agricoles, amenuisement des revenus agricoles, diminution du pouvoir d'achat des producteurs agricoles, endettement des producteurs agricoles, dégradation des conditions de vie des ménages agricoles, exode rural, amplification de la pauvreté rurale, précarité économique des producteurs agricoles, flambée des prix des denrées agricoles, raréfaction des denrées de base, difficile accès aux services sociaux de base, augmentation de la sollicitation des acteurs humanitaires, augmentation de la sollicitation des institutions agricoles, perturbation du fonctionnement des institutions agricoles locales, perturbations dans la mise en œuvre des stratégies de développement agricole à l'échelle locale, inversion des rapports rural-urbain, apparition de nouveaux conflits sociaux, effritement des lieux familiaux, ...}.

Ces relevés empiriques, même s'ils permettent de rendre compte des mutations en cours dans le monde rural, toutefois, ils constituent de vrais indicateurs d'évaluation de la dépendance climatique des activités agricoles.

Pour S. F. (57 ans) producteur agricole résidant à Klouékanmé :

« le nouveau climat a tout changé. Rien n'est plus pratiquement comme avant. Nous cultivons beaucoup pour récolter un peu. La pluie ne vient plus fréquemment ; ou si elle doit venir, on ne connaît pas la fin. Nous ne maîtrisons plus grande chose. Le village se vide et parfois c'est du dehors qu'on amène les vivres. Nous n'avons plus assez d'argent pour régler les choses urgentes... ».

Ce court propos du paysan expose le point de vue de l'ensemble des communautés paysannes et révèle par-delà, à la fois les dimensions économiques et sociales de la crise et ses effets sur l'accentuation de la pauvreté en milieu rural. En effet, la portée sociale et économique des mutations climatiques, les effets collatéraux induits, les conséquences peu irréversibles et les transformations tant sociétales que structurelles dérivées fondent les perceptions communautaires paysannes et légitiment leur vulnérabilité. Tant leurs pratiques agricoles que leur système social dépendent fortement du climat.

Dépendance versus vulnérabilité

Conceptuellement, la vulnérabilité convoque, comme l'a montré H. Thomas (2010, p. 43), deux notions : la fêlure d'une part (la zone sensible, fragile, par où arrivera l'atteinte) et la blessure d'autre part (qui matérialise l'atteinte). Elle exprime le niveau auquel un système naturel ou humain peut être affecté puis dégradé ou endommagé par les impacts de la variabilité et des changements climatiques y compris les événements extrêmes. Elle dépend aussi bien des facteurs physiques que socio-économiques. Dans le contexte actuel, la vulnérabilité désigne l'influence ou les effets directs ou indirects d'un climat modifié sur les systèmes et pratiques agricoles, le finage,

les rendements ainsi que sur la magnitude de leur auto-ajustement. Dans le moyen-Couffo, les impacts des effets directs ou indirects du climat modifié sont expressifs à travers les indices de dépendance climatique. Ils sont révélés au prisme d'une analyse corrélative mettant en exergue l'évolution du climat et les rendements agricoles.

Dans cette perspective, un corpus d'indicateurs de vulnérabilité a été établi. Les éléments de vulnérabilités indexés par les paysans résultent du maillage des spécificités du secteur agricole et des caractéristiques paysagères, économiques et sociales du moyen-Couffo. Aussi, ressort-il des facteurs que la baisse de l'élan de fertilisation des terres agricoles et l'insécurité foncière sont les principaux facteurs de vulnérabilité du système agricole aux risques climatiques.

En effet, le premier intègre les aléas pluviométriques, la dégradation des terres cultivables, la faible résistance des variétés agricoles à la sécheresse, etc., tandis que la question foncière est relative entre autres à la faible sécurisation du foncier et aux nouveaux problèmes liés à sa spéculation et au bradage. A cela s'ajoutent le déficit d'adoption d'innovations agricoles, la faible appropriation des interventions étatiques en milieu rural, le dualisme entre les logiques en présence, et la quasi absence d'un système d'information rurale.

Pour S. E. (61 ans), producteur à Lalo,

« les temps ont changé. La vie rurale est transformée totalement. La sécheresse se prolonge tous les ans rendant nos terres peu productives. La pauvreté et les besoins de l'heure nous amènent à vendre nos champs à vil prix. Et tout ça, parce que l'Etat ou la mairie ne nous aide pas. On est sous informés ; on ne comprend pas comment vont les choses et qu'est-ce qu'il faut faire... »

L'analyse de ces propos fait ressortir la soumission des paysans aux mutations climatiques et leur faible capacité à contenir les risques potentiels et à riposter. Dans les milieux à faibles capacités de relèvement post-catastrophe, la permanence des risques perdurent et génèrent des dynamiques spéculatives qui tentent d'exacerber la pauvreté à moyen et long terme. En développement, un système informationnel de veille et de renseignement climatique, un des défis majeurs à caractère local lié à la maîtrise agricole serait réglé afin d'accroître la riposte.

Par ailleurs, en visualisant les indicateurs de la vulnérabilité structurelle qui prennent en compte les formes manifestes de la pluviométrie, les aspects déficients dans les politiques publiques agricoles, le faible accès aux informations de prévisions agro météorologiques saisonnières, le niveau d'instruction des producteurs, les défaillances dans le fonctionnement des cadres institutionnels communautaires de prévention et de gestion des risques climatiques et de catastrophes, les insuffisances dans l'intégration des risques de sécheresses et d'inondations dans les stratégies de développement du secteur agricole au niveau local, il s'ensuit que l'information agricole et sa vulgarisation seraient un potentiel levier à la réponse aux mutations climatiques en cours dans les milieux ruraux.

L'information climatique : un élément essentiel des politiques publiques agricoles locales

La politique agricole en tant qu'ensemble de mesures stratégiques spécifiques au secteur agricole consiste généralement soit à soutenir ou inciter la production agricole, soit à stabiliser le marché ou soit encore à combiner les trois. En effet, la politique agricole peut être définie comme l'intervention publique dans le secteur agricole. C'est un ensemble de mesures d'interventions publiques qui portent sur la production agricole nationale ou sur les importations et exportations de produits agricoles. Selon V. Ribier (2008), elle se caractérise généralement par « un ensemble de mesures réglementaires, dispositifs structurels, moyens financiers et humains interdépendants, mis en œuvre par la puissance publique pour contribuer à la progression du secteur agricole ». Elle a pour finalité d'accroître la production agricole de façon soutenue, progressive et durable. Les initiatives pour atteindre cet objectif reposent fondamentalement sur la maîtrise et la gestion rationnelle des informations relatives au système agraire et aux mutations socio-environnementales surtout dans un contexte où les effets des activités humaines sur le système climatique sont emblématiques de la crise environnementale (Vodounnon

Totin M. & Montcho R. 2020) et demeurent par endroits imprévisibles voire irréversibles (D. Bourg, 2002, p. 184). Face à cela, l'action publique locale, pilotée par les collectivités territoriales, est indispensable et doit se reposer sur une compréhension des changements en cours, la capacité des acteurs à convertir les contraintes en forces et opportunités et sur un système d'informations qui permet d'anticiper sur les risques de vulnérabilité.

L'information agricole et sa vulgarisation sont conçues ces derniers temps autant comme des supports de production agricole que des pans de système d'alerte, permettant aux paysans et aux acteurs de la chaîne, de réguler leur dépendance des phénomènes climatiques. Elles contribuent à favoriser le développement agricole et constituent des indicateurs d'amélioration de la résilience. Elles reposent sur l'accès aux données climatiques et aux détails géographiques nécessaires qui sont des outils de mise en œuvre des politiques publiques agricoles. En référence aux énoncés des acteurs interrogés, les besoins des communautés paysannes en matière d'informations concernent principalement : les techniques culturales pérennes, les calendriers agricoles en lien avec les mutations localement pertinentes, les mesures d'adaptation à la sécheresse et aux inondations, les informations sur les marchés du bétail et des récoltes, les flux de coûts des produits agricoles, les mesures d'adaptation aux changements climatiques, la gestion durable des terres agricoles.

Sur le court terme (cycle agricole) et très court terme (jours et semaines à venir), l'information sur les mutations climatiques aide les producteurs à modifier la gestion du système de production (dates de semis, espèces végétales et variétés utilisées, constitution de réserves de fourrages, etc.) et à protéger les exploitations agricoles comme le montre les propos de cet agriculteur de Klouékanmey :

« Les dérèglements climatiques sont là et il nous faut avoir le maximum d'informations sur les calendriers agricoles, les systèmes culturaux, la disponibilité des semences, les systèmes de conservations etc. Cela nous permet non seulement d'avoir une idée de la date probable de début et de fin des pluies, mais aussi de précaution à prendre afin de résister aux effets néfastes des changements climatiques ».

Les mutations récentes du climat ressenties par les producteurs sont le retard des premières pluies, l'irrégularité des pluies et le raccourcissement de la saison pluvieuse. Cela constitue un risque majeur pour la croissance des cultures particulièrement au stade de jeunes plantes comme le montre la planche de photo 1

Photo 1: Cultures de légumes en stress hydrique par temps de retard des pluies



Prise de vue : Marius K. VODOUNNON TOTIN

Par ailleurs, la connaissance de prévisions relatives à l'évolution future des paramètres champêtres est nécessaire pour permettre aux producteurs d'anticiper sur les risques éventuels. L'accès à ces informations localement pertinentes sur la vie agraire, notamment grâce à la diffusion d'avis aux agriculteurs, de conseils sur la protection des cultures et de renseignements sur les techniques peu coûteuses de conservation des eaux et des sols, a permis une réduction importante des facteurs limitant la productivité, des pertes et des dommages causés aux cultures comme le montre la planche de photo 2 ci-après :



Photo 2 : Champs de tomates attaqués dans la commune de Lalo

Prise de vue : Marius K. VODOUNNON TOTIN

Cela permet d'améliorer la productivité agricole et la sécurité alimentaire des communautés en dépit des changements climatiques comme le souligne cet enquête :

« Quand on a les bonnes informations, on s'en sert. L'agriculture n'est pas particulièrement compliquée; c'est pourquoi il est important de connaître les principaux facteurs de production et l'information utile et à temps pour orienter nos techniques de travail».

Il continue :

« Les conseils prodigués par les conseillers agricoles m'ont particulièrement aidé. Les récoltes des années antérieures ont été catastrophiques pour moi. Je ne savais rien de la protection des cultures contre les rongeurs à part les méthodes traditionnelles que nos parents utilisaient. Mais depuis que j'ai commencé par participer aux réunions et formations des agriculteurs, il y a eu de l'amélioration. J'ai acquis des connaissances non seulement sur les systèmes de production mais aussi sur la conservation. Et voilà le résultat (photo 3) ».



Photo 3 : Champ de Maïs et de Gombo suivi par les conseillers agricoles dans la commune de Klouékanmey

Prise de vue : Marius K. VODOUNNON TOTIN

L'intégration des objectifs climatiques dans les politiques agricoles locales n'exclue cependant pas l'élaboration, en amont, d'une stratégie et de plans d'actions climatiques locaux, quitte à les intégrer dans les plans communaux de développement. En effet, ceux-ci permettent de se donner les moyens de définir une véritable vision localisée liée aux mutations climatiques, d'une feuille de route locale pour y parvenir et du rôle respectif de chaque division sectorielle de la municipalité. Ils contribuent ainsi à impulser et à assurer un suivi de l'intégration des objectifs dans les politiques sectorielles et transversales et à favoriser la complémentarité et la cohérence entre les diverses actions mises en œuvre dans le cadre de ces politiques publiques agricoles locales. L'adaptation à base communautaire vise donc à appuyer les populations locales à comprendre les mutations auxquelles elles font face et à prendre des mesures appropriées sur la base de cette compréhension. Il est donc essentiel de mettre l'information climatique à la disposition des communautés paysannes pour leur permettre de gérer la vie de leurs

finages, et donc de minimiser les risques grâce à l'adoption des stratégies d'adaptation adéquates. Pour cela, il faudrait utiliser des informations pertinentes et un langage local accessible et compréhensible, de dédramatiser les problèmes à travers des exemples simples, fiables et exploitables de manière à faciliter la compréhension des agriculteurs pour leur permettre de prendre les bonnes décisions au moment opportun.

Traditionnellement, les paysans du moyen-Couffo s'appuient sur les connaissances autochtones leur prise de décision en matière de gestion des systèmes de culture. Le graphe ci-dessous donne expose un répertoire des stratégies paysannes d'adaptation aux mutations climatiques.

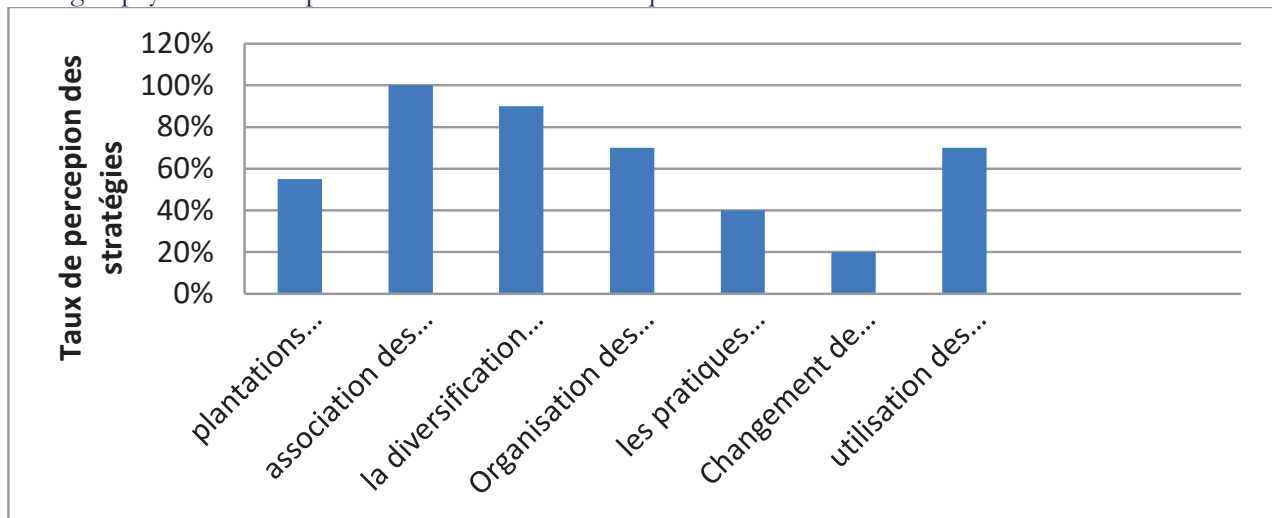


Figure : Stratégies paysannes d'adaptation aux changements climatiques dans le moyen-Couffo

Source : Données de terrain, 2022

Il s'agit entre autre : des plantations agricoles, de l'association des cultures, de la diversification des activités génératrices de revenus, de l'organisation des cérémonies et offrandes aux dieux, et autres. La disponibilité des données sur le climat renforce l'intégration du savoir autochtone dans la planification des cultures et contribue à un ciblage plus judicieux des mesures à prendre et également des actions néfastes ou inadaptées à éviter.

Le renforcement des dispositifs de relevés et prévisions météorologiques locales, la diffusion des informations climatiques disponibles (radio, téléphones mobiles communautaires) et la mise en œuvre/la redynamisation des systèmes d'alerte précoce constituent des mesures utiles pour permettre aux producteurs, aux populations locales et aux pouvoirs publics d'anticiper d'éventuels accidents climatiques et leurs conséquences (sécheresses, inondations, pluies violentes, attaques parasitaires). Il importe que les informations diffusées soient facilement interprétables par l'ensemble des producteurs, y compris les agriculteurs (rices) familiaux ; ce qui n'est aujourd'hui souvent pas le cas. Ces informations doivent pouvoir ensuite être interprétées et utilisées par les décideurs politiques, ainsi que par les populations locales dans le cadre de processus participatifs.

Dans l'actuel contexte de crise agricole et de quête de souveraineté alimentaire, les entités territoriales décentralisées doivent œuvrer à assumer des rôles d'acteurs objectifs en définissant des options locales de promotion de développement agricole durable.

DISCUSSIONS : LES COLLECTIVITES LOCALES, ACTEURS ENJEUX DANS LA VULGARISATION AGRICOLE

Avec la croissance démographique galopante et les défis multiformes en cours dans toutes les sociétés, les problèmes alimentaires deviennent le plus expressif surtout dans un contexte où le monde rural est en baisse de production agricole ; une baisse justifiée par des défis de mutations du système agraire, qui induisent une diminution de rendement des cultures, les pertes post-récolte élevées, la dégradation de l'environnement. Ce qui exacerbe la pauvreté des masses paysannes. Par ailleurs, dans la nomenclature des facteurs de persistance de la crise agricole, s'illustrent, le faible accompagnement et soutien institutionnel aux producteurs, le déficit de connaissances techniques, la faiblesse des compétences entrepreneuriales et un surtout un accès limité aux informations de base sur les questions agraires et les conditions de mutations climatiques. Ce qui interpelle le rôle des collectivités territoriales en ce sens que les initiatives doivent être prises au niveau local.

Comme le soulignent (F. Bertrand, L. Rocher, 2011, p.6), l'action des collectivités locales en matière de gestion de l'information climatique prend forme dans un cadre volontaire où elles se placent en relais du message

institutionnel ; elle est stimulée au sein de réseaux d'échange et par un souci de positionnement et de visibilité dans un contexte où la thématique environnementale est un élément central de « marketing territorial ». Elle prend également la forme de mesures à caractère incitatif et contractuel à destination des communautés à la base. Ce rôle de relais prend plusieurs formes telles que les campagnes de communication, les info-alertes, ou encore les mesures incitatives destinées à changer massivement les comportements.

Cette action des collectivités locales sur l'agriculture se fait selon X. Guiomar 2011, d'au moins quatre manières :

- *Par leur vision globale du territoire et leurs ambitions pour celui-ci, qui se traduisent par des dispositifs orientés vers cette évolution en intégrant plus ou moins clairement l'agriculture dans les projets et les programmes.*
- *par leurs réglementations (normes, autorisations...), c'est le fameux « coup de crayon » qui peut faire basculer la destinée d'une parcelle ou d'un plateau tout entier du côté agricole ou urbain ou y favoriser la mixité. Ces choix sont plus ou moins bien connus et compris des populations locales et agricoles selon l'investissement de la collectivité dans la communication.*
- *par leurs (co-)financements de projets ou de structures liées plus ou moins directement à l'agriculture.*
- *et par leurs processus de concertation qui associe plus ou moins la population et les différentes familles d'acteurs publics et privés aux différents stades d'élaboration des politiques.*

L'action globale d'une collectivité locale sur l'agriculture peut privilégier l'une de ces voies d'action sans nécessairement la décliner dans les autres. La vulgarisation de l'information et le conseil agricoles jouent un rôle important dans le partage des résultats de la recherche et des innovations technologiques avec les exploitants familiaux. Ils leur apportent l'encadrement nécessaire à l'amélioration de leur productivité et à l'accroissement de leurs revenus. Dès lors, le développement de l'agriculture, pour être efficient et durable, doit aller de pair avec la mise en place de systèmes communaux de vulgarisation et de conseil agricoles adaptés aux besoins des producteurs.

La communication, pour le bon partage de l'information a un rôle déterminant à jouer. La perturbation du système climatique liée aux activités humaines fait l'objet d'une institutionnalisation récente et tend à s'imposer comme un élément central des politiques publiques locales. L'action des collectivités locales face aux mutations climatiques, qualifiées de politiques climatiques locales émergentes, prend forme dans un contexte institutionnel assez mouvant. Pour F. Bertrand et L. Rocher (2011), l'intégration d'enjeux climatiques dans l'action publique locale repose sur une implication volontaire à l'initiative des collectivités, hors de toute obligation réglementaire. Les interventions des collectivités locales en la matière ont un caractère incitatif, proposant un cadre d'action, dont le processus d'élaboration et le contenu sont à définir par les acteurs locaux. Le niveau central, producteur d'un discours sur la nécessité d'un effort collectif à relayer et à démultiplier par les entités territoriales et les individus, met à la disposition des collectivités des outils méthodologiques et des cadres institutionnels qui tendent à être généralisés.

La gestion par les risques des effets probables des changements climatiques constitue une approche privilégiée par bon nombre d'acteurs. Deux approches sont généralement avancées pour intégrer l'adaptation aux changements climatiques dans la gestion des risques : d'un côté l'approche « par le haut », basée sur des réponses institutionnelles, des accords procéduraux, des allocations de financement, et de l'autre côté, l'approche « par le bas » de réduction des risques, basée sur l'amélioration des capacités des collectivités locales à s'adapter et à se préparer à la catastrophe (G. Yohe *et al*, 2007, p.820). Le caractère systémique et transversal de l'adaptation des masses paysannes au changement climatique tend à combiner ces deux approches, s'approchant du contenu de gestion des risques fondé sur l'évaluation à la fois des aléas et des vulnérabilités du territoire (E. Rigaud, 2009), et s'accordant avec les objectifs du développement durable (G. Yohe, 2007, p.818).

Face aux incertitudes associées aux mutations climatiques, les choix formulés par les territoires visent généralement soit à réduire le doute en cherchant à régionaliser les modèles et à intégrer davantage de paramètres pour les simulations du climat (approche probabiliste), soit à élaborer des stratégies alternatives à l'incertitude qualifiée de robustes par S. Dessai (2005). Cet enjeu de prise de décisions en situation incertaine n'est pas spécifique à la gestion locale des enjeux du climat (S. Dessai, 2005 ; Y. Chalas et O. Soubeyran, 2010), elle est retrouvée notamment en aménagement dans la gestion des risques, dans le développement économique ou dans le secteur du tourisme.

Les stratégies et options d'adaptation les plus pertinentes varient selon les territoires considérés et doivent être définies au plus près des populations locales et avec leur participation. Les collectivités territoriales doivent donc jouer un rôle primordial en matière d'intégration des objectifs climatiques dans les politiques publiques locales, et notamment des politiques agricoles communales, et ce, avec une participation des populations dans la

définition et le suivi de ces politiques, y compris en impliquant des institutions informelles. L'information climatique permet ainsi une optimisation des stratégies de développement agricole. Elle s'avère donc l'élément de rentabilité des campagnes agricoles et un outil de succès des politiques publiques agricoles.

CONCLUSION

Les mutations en cours dans le monde rural et la crise agricole ambiante ont suscité des problématiques nouvelles liées à la territorialisation l'action publique locale et aux rôles des collectivités locales dans la résolution des défis climatiques. Si le phénomène est de portée globale, le local est tout d'abord indiqué comme terreau des initiatives. Les nouveaux enjeux qu'impose l'agriculture et la nécessité d'assurer une sécurité alimentaire exigent des politiques publiques et surtout locales des stratégies basées sur la collecte de données et d'informations. Dans cette perspective, les collectivités locales assurent la vulgarisation de l'information climatique en vue d'asseoir des stratégies durables de résilience climatique. Car pour les organisations paysannes, la vulgarisation de l'information climatique et le conseil agricole revêtent une importance fondamentale dans la maîtrise des aléas et des incertitudes critiques. Ils constituent, pour les exploitations familiales, des instruments essentiels d'alerte et les bases de production. Les politiques publiques agricoles locales n'atteindront leurs objectifs de durabilité que si elles intègrent l'information climatique comme la variable dépendante. Les collectivités territoriales ont donc un rôle de premier plan à jouer par l'entremise des stratégies communales orientées.

Références

- [1] ADEME. 2019, « Comment Développer sa Stratégie d'adaptation au Changement Climatique à l'échelle d'une Filière Agroalimentaire ? », Guide méthodologique, 61p <https://www.ademe.fr/comment-developper-strategie-dadaptation-changement>
- [2] Béatrice Quenault *et al*, 2011, *vulnérabilité et résilience au changement climatique en milieu urbain : vers des stratégies de développement durable ?*, Rapport final, Volume 1
- [3] Bertrand François., 2004, *Planification et développement durable : vers de nouvelles pratiques d'aménagement régional ? L'exemple de deux Régions françaises, Nord-Pas-de-Calais et Midi-Pyrénées*, Thèse de doctorat en Aménagement de l'espace, Université de Tours, <http://tel.ccsd.cnrs.fr/tel-00012142>.
- [4] Dominique Bourg., 2002, « Des problèmes résolument contemporains », in *Ducroux A.-M., 2002, Les nouveaux utopistes du développement durable*, Paris, Édition Autrement, coll. « Mutations », 4p.
- [5] Care International, 2015, *Planifier l'adaptation avec les communautés* -Note à l'intention du praticien 1,
- [6] Dominique Berry, Patrick Caron, Jean-Yves Grosclaude et Emmanuel Torquebiau, 2015, « De nouvelles perspectives de recherche au regard des enjeux climatiques concernant les agricultures du Sud », in *Changement climatique et agricultures du monde*, éditions Quae.
- [7] EEA, 2016, « Urban adaptation to climate change in Europe 2016 Transforming cities » in *a changing climate*, p140.
- [8] Elsa Richard, 2013, *L'adaptation au changement climatique, nouveau critère de développement durable des territoires*. Jean-Paul Carrière, Christophe Demazière, Rodica Petrea, Luminita Filimon. La mise en œuvre du développement territorial durable : déclinaisons franco-roumaines, L'Harmattan, 978-2-343-01281-0. fhal-01473155f, 17p.
- [9] Gary Yohe *et al.*, 2007, *Perspectives on climate change and sustainability. Climate Change 2007: Impacts, Adaptation and Vulnerability*. Contribution of Working Group II to the Fourth Assessment Report of the Intergovernmental Panel on Climate Change, M.L. Parry, O.F. Canziani, J.P. Palutikof, P.J. van der Linden and C.E. Hanson, Eds., Cambridge University Press, Cambridge, UK, 30p
- [10] Nafan Diarassouba, *et al.*, 2008, *Connaissances locales et leur utilisation dans la gestion des parcs à karité en Côte d'Ivoire*, Afrika focus., 21(1): 19p.
- [11] Olivier Godard, 1997, « Les risques climatiques liés à l'effet de serre : pour une économie de la précaution », in *Aménagement & Nature*, 7p.
- [12] Rigaud E., 2009. « La dialogique résilience-vulnérabilité. Une révolution au sein des sciences et génie des activités à risques? » Dans S. Becerra, & A. Pelletier, *Risques et environnement : recherches interdisciplinaires sur la vulnérabilité des sociétés*. Paris: L'Harmattan, 9p.
- [13] Suraje Dessai, 2005, *Robust adaptation decision amid climate change uncertainties*, Thesis under the supervision of Pr.Mike Hulme, for the Degree of Doctor of Philosophy in the School of Environmental Sciences, University of East Anglia, Norwich, UK, 283p.
- [14] Xavier Guimar, 2011, « Agriculture et collectivités locales, quelles politiques pour quelle proximités ». 5. Journées de Recherche en Sciences Sociales SFER - INRA - CIRAD, AgroSup Dijon - Institut National Supérieur des Sciences Agronomiques, de l'Alimentation et de l'Environnement. Dijon, FRA., Dec, Dijon, France. 17 p.
- [15] Xuefeng Chu *et al*, 2019, « Applying Climate Adaptation Strategies for Improvement of Management Indexes of a River-Reservoir Irrigation System », in *irrigation and drainage*.
- [16] Yves Chalas., Olivier Soubeyran, 2010, *Incertitude, environnement, aménagement, quelle rupture?*, dans "Comment les acteurs s'arrangent avec l'incertitude?", éditions archives contemporaines, 22p.